

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Sommet de Paris : Ali Bongo Ondimba attendu



Photo: DR

**Comme au «One forest summit», Ali Bongo plaidera «l'implication financière des pays industrialisés dans la lutte contre les changements climatiques».**

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, est attendu dans la capitale française cette semaine. Sur place, le numéro un gabonais participera, les 22 et 23 juin, au Sommet de Paris aux côtés de ses homologues africains dont Denis Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville), Cyril Ramaphosa (Afrique du Sud) et Abdel Fattah al-Sissi (Égypte), ainsi que Lula da Silva du Brésil. Ce rendez-vous de haut niveau aura pour thème : "Partenariats pour une croissance verte".

Le président de la République et ses pairs réfléchiront sur les

mécanismes de financement de la lutte contre les changements climatiques. À ce propos, le représentant du Gabon prendra une part active à la table ronde que présidera Denis Sassou Nguesso. Connaissant son engagement dans la lutte contre les changements climatiques, Ali Bongo Ondimba ne manquera pas de présenter à l'assistance voire de défendre la politique environnementale de son pays. Dans la même foulée, il faut s'attendre à ce que ce dernier mène à nouveau un plaidoyer relatif à l'implication financière des pays industrialisés dans la préservation de l'environnement. Objectif : aider les pays les plus vulnérables à faire face

aux conséquences néfastes des changements climatiques. À noter qu'Ali Bongo Ondimba fera, certainement, jouer son entre-gent pour booster l'effectivité du financement des crédits carbone. Une aubaine pour le Gabon qui, de par son couvert forestier, occupe une place prépondérante dans le deuxième poumon qu'est le "Bassin du Congo". Nul doute qu'en marge dudit sommet, le "locataire du bord de mer" s'entretiendra avec son hôte et homologue français, Emmanuel Macron. Occasion alors pour les deux hommes d'État de mettre un accent particulier sur le renforcement de la coopération bilatérale entre le Gabon et la France.

## CNLCEI : quid de la participation effective dans le processus électoral ?

MKDR  
Libreville/Gabon

Le président de la Commission nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite (CNLCEI), Nestor Mbou, a donné un point de presse, vendredi dernier. La participation de son institution au processus électoral était au cœur de cette sortie médiatique.

Nestor Mbou a d'emblée argué sur l'innovation juridique concernant la déclaration des biens en République gabonaise. Aussi, il a évoqué l'article 8 nouveau de la loi n° 041/2020 du 22 mars 2020, qui dispose de ce que : "Nonobstant toutes les autres pièces demandées, tout candidat à une élection politique doit verser au dossier de

sa candidature le récépissé de déclaration de biens".

En conséquence, le président de la CNLCEI a indiqué que la mise en application de cette loi fera l'objet d'une descente sur le terrain des délégations spéciales dans les chefs-lieux de province. Et ce relativement à la décision récemment prise par le Conseil des ministres. Lesquelles délégations auront pour missions de recevoir les formulaires dûment remplis et délivrer en retour le récépissé aux futurs postulants aux élections politiques.

Et Nestor Mbou de relever qu'"il convient de souligner que le Centre gabonais des élections, lieu où seront déposés les récépissés de déclaration de biens, est l'instance habilitée à apprécier la recevabilité des dossiers de candidature aux élections susmentionnées".



Photo: MKDR

**Le président de la CNLCEI, Nestor Mbou, lors de son point de presse.**

## La Semaine

### En attendant le directoire de LD...

La tournée républicaine du chef de l'État, les activités du Parlement, notamment l'Assemblée nationale, l'éducation, et le débat dérangeant sur les étrangers qui se ravive davantage... Autant de sujets qui ont alimenté l'actualité de la semaine qui s'est achevée hier. Sans oublier, sur le plan sportif, le match ayant opposé les Panthères du Gabon aux Léopards de la RD Congo à Franceville (défaite 0-2 des nôtres qui les met dans une position inconfortable). Au niveau de l'éducation, il s'agit de la proclamation des résultats du BEPC, et du début des épreuves orales du premier groupe du Baccalauréat. Si par rapport au BEPC on peut se réjouir de ce que les choses se sont passées dans la sérénité, il y a lieu de déplorer le couac relevé quant à l'épreuve de français, s'agissant du Bac. Certains enseignants ayant jugé ladite épreuve inadaptée. Mais, tout serait rentré dans l'ordre par la suite...

À l'Assemblée nationale, les députés ont eu une intense activité ces derniers jours. Entre l'audition des membres

du gouvernement sur de nombreux textes législatifs, l'audition des personnes ressources comme cela a été le cas du président du Syndicat national des magistrats gabonais (Synamag), et les séances plénières au cours desquelles plusieurs lois ont été adoptées.

Par rapport à la tournée républicaine, il faut souligner que cette fois trois provinces étaient concernées : la Ngounié, la Nyanga et l'Estuaire à nouveau avec Cocobeach. À notre niveau, l'étape de la Nyanga s'est distinguée, notamment à Moulengui-Binza dans le département de Mongo, où le député de la région, Jonathan Igoumba, par ailleurs 2<sup>e</sup> vice-président du parti Les Démocrates (LD) de Guy Nzouba Ndama, et non moins 4<sup>e</sup> vice-président de l'Assemblée nationale, a décidé de rejoindre le Parti démocratique gabonais (PDG).

Ce n'est pas tout, un jour plus tard, dans un entretien exclusif accordé à notre Rédaction, l'ancien questeur de la Chambre des députés lors des législatures précédentes,

a promis de mener le combat de la "fusion-absorption" de LD par le PDG, et du retour du président Guy Nzouba Ndama, aujourd'hui englué dans des ennuis judiciaires, vers Ali Bongo Ondimba. Les ambitions sont sans doute nobles dans une certaine mesure. Mais il faudra avant tout que le directoire de LD y adhère. Seulement jusqu'à présent, Philippe Nzengue Mayila et les siens font toujours le mort...

Sur le débat relatif aux étrangers qui a refait surface depuis l'incident de la SEEG, d'aucuns, répondant à ceux qui crient à la xénophobie et à l'exploitation politicienne, estiment qu'il faut éviter toute maladresse et autre amalgame quand on aborde cette problématique. Certains allant même jusqu'à se demander quelle est la politique du Gabon au sujet de l'immigration ?

ONDOUBA'NTSIBAH